

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 12/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS FRANCE

ZI 7 rue du Saut du Lièvre
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : 260015
Code AIOT : 0005400855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS FRANCE implanté LES LAVIERES d'ANGY 89160 Lézennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la vérification du respect de l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2024-0121 du 11 mars 2024 portant mise en demeure de la société LAFARGE GRANULATS exploitant une carrière de roche calcaire sur le territoire de la commune de Lézennes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS FRANCE
- LES LAVIERES d'ANGY 89160 Lézennes
- Code AIOT : 0005400855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de roche massive qui a été exploitée par la société LAFARGE jusqu'en juin 2021. Elle fait l'objet d'une cessation d'activité ainsi que d'une mise en demeure concernant les conditions de remise en état.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 1	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte une partie uniquement de la mise en demeure à savoir que le site a été débarrassé de l'ensemble de ces équipements.

En revanche, il ne respecte pas le second terme de la mise en demeure à savoir le dépôt d'un porter à connaissance pour les modifications des conditions de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure
Prescription contrôlée : La société LAFARGE GRANULATS, exploitant une carrière de roche calcaire sur le territoire de la commune de LÉZINNES, est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions prévues à l'article 1.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCDD-2006-0569 du 28 décembre 2006 en évacuant les équipements encore présents sur site : le pont-bascule, les bureaux, le local social, l'aire étanche, le déshuileur, la fosse septique et le transformateur ;• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de déposer un dossier de porter-à-connaissance de modification des conditions de remise en état du site, comprenant notamment l'ensemble des dispositions prévues pour le réaménagement du site, les délais associés à la remise en état proposé ainsi que les avis des propriétaires et de la commune concernée.
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté que le premier point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté. En effet, les équipements encore présents sur site lors de la précédente inspection ont été intégralement évacués, à savoir : le pont-bascule, les bureaux, le local social, l'aire étanche, le déshuileur, la fosse septique et le transformateur. Cependant, le second point de la mise en demeure n'est pas respecté. Aucun porter à connaissance n'a été déposé. L'exploitant a une nouvelle fois indiqué que la problématique du volume de matériaux disponibles du site (environ 34 000 m3 de terre végétale d'après le dernier relevé de situation d'exploitation en date du 28 mars 2022) nécessite une réflexion approfondie du projet de remise en état final, associant l'ensemble des parties prenantes (la commune de LEZINNES et une huitaine de propriétaires différents).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit accélérer ses démarches afin de déterminer des conditions de remise en état du site qui permettent à la fois de satisfaire l'ensemble des propriétaires, la commune de Lézinnes et qui garantissent une qualité au niveau environnemental équivalent aux conditions de remise en état initiales.

Dans le cas où le porter à connaissance attendu ne serait pas déposé dans un délai de 9 mois, des sanctions administratives pourront être proposées.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 9 mois